

## NOTE D'INFORMATION

### LA MINUSCA ET LE GOUVERNEMENT SOULIGNENT L'IMPORTANCE DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE POUR LA RCA

Bangui, 12 septembre 2018 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et les autorités centrafricaines ont souligné mercredi à Bangui, l'impact attendu de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) actuellement en cours, dans le renforcement de la sécurité et le changement dans le pays. Le responsable du pilier RSS au sein de la coordination DDRR-RSS-Réconciliation nationale à la Présidence de la République, Colonel Ismael Koagou, et Mody Berethe, chef de la section RSS de la MINUSCA, s'exprimaient mercredi lors de la conférence hebdomadaire de la Mission.

« Avant, nous disposions d'une armée de projection basée à Bangui et loin des menaces. Aujourd'hui, dans le cadre de la réforme, elle devient une armée de garnison qui va être déployée dans les trois zones en plus de la position à Bangui et sera plus à même d'apporter des solutions. Les FACA sont en train de remplir leur mission avec la Force de la MINUSCA. C'est aussi dans le cadre de la réforme », a affirmé le chef du pilier RSS à la Présidence de la République. « La RSS constitue une réponse aux attentes du peuple centrafricaine exprimées lors des assises nationales tenues en République Centrafricaine tel le Forum de Bangui, pour que revienne la paix, la sécurité et le confort national », a-t-il ajouté. Ce responsable a en outre salué « l'appui inaliénable de la MINUSCA dans cette immense tâche à travers les formations, les ateliers, l'encadrement, le déploiement des FACA et des forces de sécurité intérieure dans les régions, l'élaboration d'un plan de défense nationale, d'un plan de recrutement, entre autres ».

Pour sa part, le chef de la section RSS de la MINUSCA a précisé que la réforme en cours en RCA est un processus politique, holistique et technique mené par les autorités nationales, qui vise à améliorer la sécurité de l'État et la sécurité des populations. « Il vise à mettre en place un système de sécurité efficace et responsable, dans le cadre d'un contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'État de Droit, des Droits Humains, de la Bonne Gouvernance et la promotion du genre ».

Ce responsable de la MINUSCA a également souligné l'appropriation nationale de la réforme et qu'il n'y a aucune tentative des partenaires de se substituer

aux autorités nationales dans sa mise en œuvre. « La RSS est un processus national et éminemment politique, mené par les autorités nationales avec l'appui des partenaires nationaux et internationaux. Les partenaires externes apportent une expertise technique et/ou un appui financier », a-t-il dit. A cet effet, il a cité le modèle de solidarité internationale concernant les FACA, qui sont formés par l'EUTM (Mission européenne), équipés par différents partenaires tels que France, Etats-Unis, Chine, Russie, etc. et déployés avec les casques bleus. Il a en outre rappelé quelques contributions de la Mission tels que l'élaboration d'une feuille de route sur la réforme, les déploiements ou le projet pilote DDRR avec l'intégration de 232 ex-combattants dans les FACA, entre autres.

De son côté, le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, a annoncé le lancement mercredi de la phase 3 du programme de réduction de la violence communautaire (CVR). « Ce programme vise 1100 jeunes à risque issus des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements de Bangui et Bimbo à travers une réinsertion socio-économique et l'éducation civique et la remise volontaire d'armes », a dit le porte-parole. Il a en outre indiqué qu'au cours de la semaine du 5 au 11 septembre 2018, la MINUSCA a documenté 31 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 65 victimes. Selon la Mission, les auteurs présumés sont les éléments de groupes armés - les anti-Balaka, la coalition FPRC/MPC/UPC, le FPRC, le groupe Siriri, RPRC, MNLC, UPC et les autres groupes armés non identifiés - tandis que les préfectures les plus affectées sont cinq à savoir Ouaka, Haute-Kotto, Ouham, Ouham-Pendé et Nana-Mambéré.